



**Académie de Poitiers**  
**Déclaration liminaire**  
**FSU et CGT Educ'action**  
**Comité Social d'Administration**  
**Du 11 juin 2024**

Madame la Rectrice,  
Mesdames et Messieurs les membres de ce CSA académique de Poitiers,

Sidération: quel autre mot pour qualifier l'état d'esprit qui est le nôtre après ce dimanche 9 juin ? Le scrutin qui vient de se jouer confirme la montée inexorable du camp de l'extrême droite, en France plus qu'ailleurs et jusqu'à des niveaux inédits. Le tout dans un contexte international marqué par la guerre, ses horreurs, à Gaza, en Ukraine...

Sidération encore à l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par le président Macron, celui là même qui a largement contribué à ce résultat, par sa politique et sa manière arrogante de l'incarner ; celui là même qui ose affirmer sa confiance dans le vote du peuple, un peuple qu'il a méprisé, piétiné à coups de réformes violentes et de 49-3 ; celui là même qui, avec cynisme, renverrait bien les esprits sains qui s'inquiètent d'une arrivée au pouvoir de l'extrême-droite, dans le camp des anti-démocrates.

La FSU et la CGT Educ'action sont bien décidées à faire que cela ne se produise pas. Refusant la banalisation d'un racisme quotidien mais aussi les conséquences désastreuses des politiques économiques et sociales menées par les gouvernements Macron, nos organisations syndicales, avec l'ensemble du mouvement social, pointent l'urgence d'agir pour conjurer l'arrivée de l'extrême droite aux plus hautes responsabilités du pays. Il s'agit de bâtir urgemment une alternative sociale, féministe et écologiste, aux antipodes de ce que porte l'extrême droite ainsi que des politiques néolibérales qui font son terreau depuis des années. Il s'agit de combattre le sentiment de relégation qui gangrène nos territoires par un investissement conséquent dans les services publics. Il s'agit de remettre au coeur du contrat républicain le principe de la justice sociale.

Et cela commence avec l'Ecole ! Creuset de la république, l'Ecole devrait émanciper ; la réalité est qu'on voudrait aujourd'hui contraindre, contenir, en un véritable « choc d'autorité ». L'obsession pour le SNU, jusque dans un sujet d'examen, en dit long sur l'avenir que l'on voudrait réserver à la jeunesse.

L'Ecole devrait donner à tous les enfants les connaissances et compétences qui lui permettront de se forger un avenir, de briser destins et assignations. La réalité est que le « Choc des savoirs » institutionnalise le tri social dans le premier comme dans le second degré et aggrave les inégalités aussi bien sociales que scolaires. Il remet en cause le projet de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire, cette idée qu'il est possible et même indispensable d'accueillir partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, d'être ambitieux pour chacun et de les faire grandir et réussir ensemble. S'il était sincèrement attaché à défendre la démocratie, ce gouvernement serait bien conseillé de retirer de suite cette réforme du « choc des savoirs » qui suscite un rejet massif et durable, dans nos professions comme chez les usagers.

C'est que le « choc des savoirs » est aussi synonyme de transformation brutale de nos métiers, déjà bien malmenés. Il s'inscrit dans une politique managériale visant à entraver la liberté pédagogique au quotidien. Il aura, dès cette rentrée, des conséquences désastreuses sur

l'affectation des personnels, des TZR et contractuel.les en particulier. Le statut, au principe du fonctionnariat- est de plus en plus attaqué. La valorisation du mérite est pensée comme un levier d'individualisation des carrières et rémunérations, d'affaiblissement des cadres collectifs, en particulier des catégories. L'introduction du pacte est de ce point de vue significative, même si le pacte n'aura pas rencontré le succès escompté. Les chiffres le montrent pour notre académie par exemple. Il faudrait encore s'assurer que la répartition des pactes garantisse le principe de l'égalité professionnelle, qu'elle acte une vraie plus-value du service public d'éducation, s'assurer que la logique du pacte n'induit pas une logique individualiste et mercantile qui ruine les collectifs de travail. Nos organisations syndicales dénoncent cette logique du pacte, revendiquent une revalorisation conséquente des salaires et carrières. Elles dénoncent l'obsession hypocrite pour le remplacement de courte durée quand l'institution elle-même est impuissante à remplacer des absences longues dans un grand nombre de disciplines. C'est que la crise d'attractivité perdure. Mais, de manière irresponsable, ce gouvernement fait le choix de l'aggraver avec une réforme de la formation initiale volontairement précipitée et impensée. À 3 mois de la rentrée, rien n'est prêt. Et ce n'est pas le moindre problème de cette réforme qui, en rabattant des exigences scientifiques et universitaires dit sa volonté d'en rabattre du métier et du salaire qui le rémunère.

Alors Madame la Rectrice, vous nous excuserez, dans ce contexte, de ne pas goûter particulièrement au film de l'année qui nous a été diffusé, en dépit des mascottes et autres flammes. Ce biopic n'a que peu à voir avec le vécu quotidien de nos métiers, de nos salles de classe, de notre institution, à un point dangereux de bascule. C'est un tout autre scénario que nous écrivons, nourri de colères et de luttes, celles que nous menons depuis des mois maintenant en faveur de l'Ecole de la République, depuis des années aussi en faveur d'une société qui offrirait de réelles perspectives sociales, démocratiques, pacifistes, féministes et écologistes.